

EDF n'est pas prêt à sortir du nucléaire en France

Le groupe a estimé qu'il devra sans doute trouver des « partenaires » pour financer la construction de jusqu'à 40 EPR d'ici à 2050.

Le Monde.fr | 23.10.2015 à 18h21 • Mis à jour le 24.10.2015 à 13h33 | Par Jean-Michel Bezat ([journaliste/jean-michel-bezat/](#))



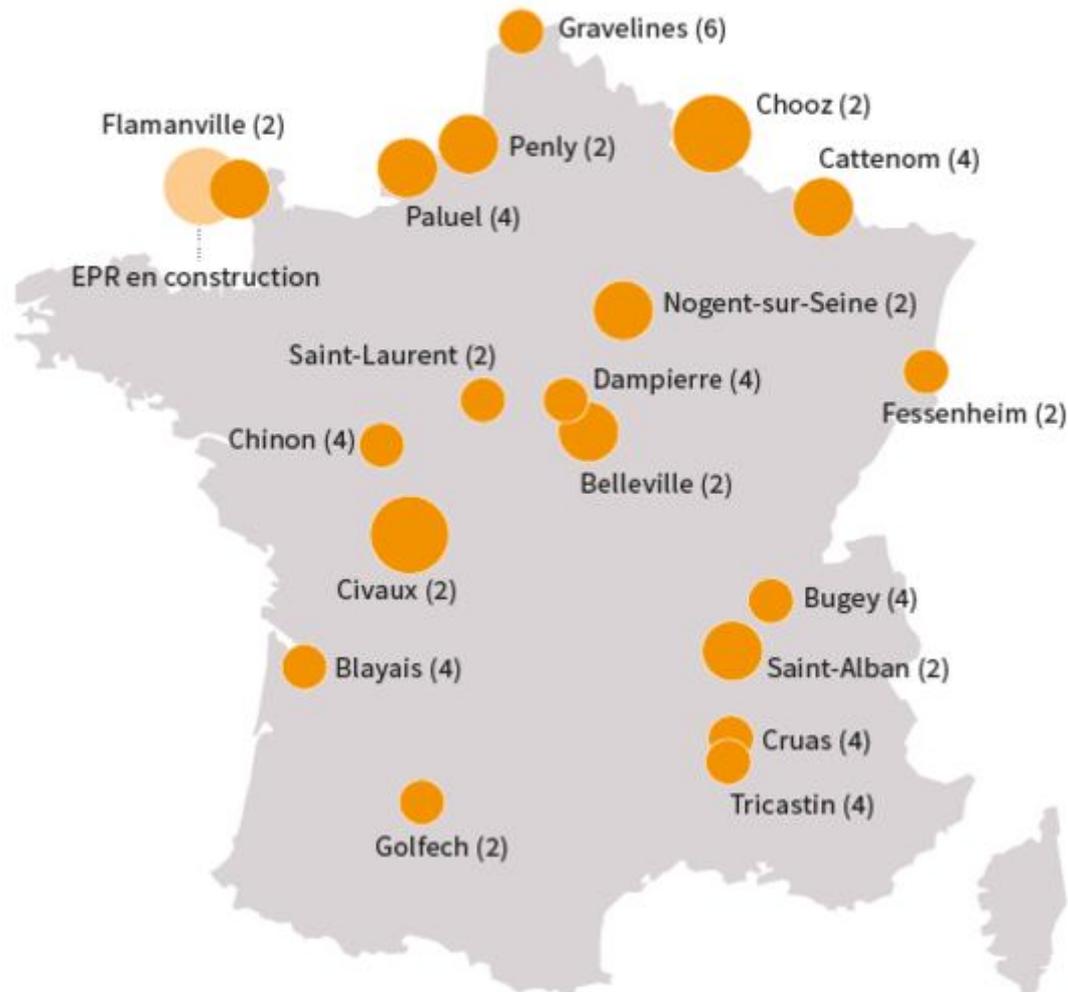
Le site de construction de l'EPR de Flamanville, en juillet 2013. CHARLY TRIBALLEAU / AFP

EDF n'est pas prêt à [sortir du nucléaire](#), ni même à en [réduire](#) la voilure. Si le plan stratégique CAP 2030 prévoit un doublement des capacités du groupe dans les énergies renouvelables en [Europe](#) (à plus de 50 gigawatts) à l'horizon 2030, ses dirigeants comptent bien [maintenir](#) la puissance installée de son parc nucléaire à son niveau actuel de 63,4 GW.

Les centrales nucléaires existantes aujourd'hui

PUISSANCE ET NOMBRE DES 19 CENTRALES ET 58 RÉACTEURS, EN MW

○ 1 500 et plus ○ 1000-1 450 ○ 750-1 000 ○ Moins de 750



La hausse de la [consommation](#) de courant (véhicules électriques, nouveaux appareils...) permettra en même temps de [respecter](#) l'objectif inscrit dans la loi de transition énergétique de [ramener](#) de 75 % à 50 % la part de l'électricité nucléaire en [France](#) en 2025.

Deux jours après la signature avec l'électricien China General Nuclear Power Corporation (CGN) ([/entreprises/article/2015/10/19/edf-trouve-un-accord-avec-la-chine-pour-construire-ses-epr-au-royaume-uni_4792677_1656994.html](#)) d'un accord pour la construction de deux réacteurs EPR au [Royaume-Uni](#) pour 24,5 milliards d'euros (hors coûts de financement), le PDG d'EDF est revenu, vendredi 23 octobre, devant des journalistes, sur l'avenir du nucléaire en France. Jean-Bernard Lévy ne doute guère que l'Autorité de sûreté nucléaire donnera son feu vert à la prolongation à cinquante ans, voire soixante ans, de la durée d'exploitation de « *la plupart* » des 58 réacteurs français.

Lire aussi [Le grand pari chinois d'EDF](#) ([/economie/article/2015/10/21/edf-fait-le-pari-de-la-cooperation-technologique-avec-la-chine_4794141_3234.html](#))

Une nouvelle génération de réacteurs

Mais le patron d'EDF réfléchit déjà à l'après, convaincu qu'il faudra les [remplacer](#) progressivement entre 2030 et 2050. Ce qui suppose une mise en chantier d'un nouvel EPR, en plus de celui de Flamanville (Manche), dès le début de la prochaine décennie. Il ne s'agira pas de cette « tête de série » normande, mais d'un « *EPR nouveau modèle* » (EPR NM), dont le « [design](#) » est réalisé par une équipe composée d'ingénieurs d'EDF et d'Areva. Il est censé [être](#) moins coûteux et plus facile à [construire](#) – sans [sacrifier](#) pour autant la sûreté – que l'EPR actuel : son coût dépasse désormais 8 milliards d'euros à Olkiluoto ([Finlande](#)) et atteint 10,5 milliards (en l'état actuel du chantier) à

Flamanville, pour des devis initiaux inférieurs à 3,5 milliards.

« *A partir de 2028-2030, ce n'est pas une science exacte, nous allons commencer à installer en France des EPR nouveau modèle* », a indiqué le PDG, précisant que la construction se ferait « *par paquets de deux* ». « *En 2050-2055, on n'en aura plus de la génération actuelle [conçus dans les années 1970-1980], a-t-il ajouté. On aura 30, 35 ou 40 EPR NM.* »

Jamais ses prédécesseurs, Pierre Gadonneix (2004-2009) et Henri Proglio (2009-2014), n'avaient été aussi explicites sur le renouvellement complet du parc nucléaire. Mais si les prix de gros de l'électricité, actuellement très bas, ne se redressent pas, EDF ne sera plus capable de **financer** seul un programme qui se chiffrera sans doute à plus de 200 milliards d'euros. « *Est-ce qu'EDF a les moyens, aujourd'hui, de reconstruire pour 60 gigawatts de nucléaire sur son bilan actuel ? Je pense que non* », a reconnu M. Lévy. Avant de **renouveler** son parc actuel, l'électricien doit en effet **investir** 55 milliards pour **prolonger** jusqu'à 60 ans la durée de vie de la plupart de ses réacteurs actuels et **dégager** 16 milliards pour ses deux EPR britanniques.

Lire aussi Nucléaire : un deal « Flamanville contre Fessenheim » ([/energies/article/2015/10/21/nucleaire-un-deal-flamanville-contre-fessenheim_4793731_1653054.html](#))

« Faire entrer des partenaires »

Le groupe, qui a toujours piloté ses centrales, en détient 100 % du capital à de rares exceptions près, comme Fessenheim (Haut-Rhin), détenue à un tiers par des électriciens suisses et allemands, ou Chooz (Ardennes), sur laquelle Engie (ex-GDF Suez) a des droits de tirage au pro rata de son investissement initial. Pour le parc français, « *la question se posera, le moment venu, de faire entrer des partenaires* », a reconnu le PDG.

Si rien n'exclut, comme au Royaume-Uni, que des industriels et des investisseurs chinois interviennent, M. Lévy reconnaît qu'une telle décision « *relève de l'Etat actionnaire* ». Pour « *partenaire* », le dirigeant d'EDF n'a cité que son concurrent Engie. En 2009, le groupe présidé par Gérard Mestrallet avait été associé au projet d'EPR de Penly (Seine-Maritime) ; EDF y avait renoncé face à la stagnation de la demande d'électricité. Depuis, le lobbying d'EDF a toujours empêché Engie de **développer** le nucléaire en France. M. Mestrallet confiait récemment n'avoir plus aucun **projet** dans l'Hexagone.

Mais la donne a changé. Depuis la fin de son monopole en 2007 et l'extinction des tarifs réglementés de vente aux gros consommateurs (tarifs verts et jaunes) prévue au 1er janvier, l'opérateur historique subit une rude concurrence. EDF n'est plus la superpuissance d'antan, M. Lévy en a pris acte.